

Xavier Jaffré
présente
ses travaux effectués
du 28 mars 2011 au 7 avril 2011
Pour les élections présidentielles de 2012

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Administration fiscale



Réforme intégrale du ministère de l'économie et des finances.

- Prélèvement des impôts à la source (Salaires).
- Baisses sérieuses de certains impôts.
- Suppression de la redevance audiovisuelle.

-Amélioration considérable de la gestion des collectes d'impôts; avec un prélèvement de 10% systématiquement sur toutes formes de prélèvements destinés à un financement ultérieur de projets concernant l'intérêt général et à maintenir une trésorerie pour l'État.

- Suppression de la CSG
- Suppression de la CRDS

T.V.A: elle connaîtra une baisse afin de soulager les commerçants et artisans sans oublier l'industrie. Cette taxe sur la valeur ajoutée sera très considérablement diminuée, nous l'espérons au moins jusqu'à la moitié.

Une saine gestion de la collecte des impôts évite bien des déboires pour tout le monde. Transparence requise exigée de la part de l'État en ce qui concerne les finances publiques.

Prélèvement à la source



Le prélèvement à la source sera de rigueur.

La grande réforme de l'administration fiscale va résider dans le fait que les français paieront leurs impôts chaque mois par prélèvement automatique, ceci afin de ne pas pénaliser la consommation des ménages.

Casse des charges sociales inutiles pour les entreprises.

Tous les salaires, sans la moindre exception seront prélevés à la source. Ce qui ne posera aucun problème aux travailleurs qui auront tous des salaires normaux grâce à un allègement massif des charges sociales que doivent payer les entreprises pour chaque salarié. Ce sera autant d'argent récupérer pour tout le monde.

En effet, nous avons décidé que les salaires de misère allaient tous disparaître et que le dernier des ouvriers situé au plus bas de l'échelle aura un salaire tout à fait convenable pour subvenir à ses besoins. Cela grâce à la casse des charges sociales inutiles.

C'est un soulagement pour toute la masse salariale. Chaque mois, un prélèvement forfaitaire est effectué sans que le salarié ne ressente quelque chose de « douloureux » sur son bulletin de paie. Ce sera au contraire pour lui une libération car l'argent qui lui restera, il pourra en faire ce qu'il voudra avec en le

dépensant à sa guise. De plus, avec la suppression de l'impôt annuel sur le revenu à la fin de chaque année grâce au prélèvement à la source, la consommation des ménages connaîtra une augmentation quasi infini.

Le système actuel est un acte de profonde malveillance, sans aucun doute conçu pour démoraliser les français et leur faire perdre un certaine joie de vivre.



Baisse de certains impôts et suppression de la taxe professionnelle



Taxe d'habitation:

Celle-ci doit impérativement être divisée par quatre au moins. Les communes devront réviser leurs ambitions à la baisse mais l'État prendra en charge le reste des dépenses communales jugées utiles. L'État ne cautionnera jamais les dépenses somptuaires mais veillera à ce que les communes puissent bénéficier du meilleur.

En ce qui concerne le parc HLM, l'État ne rackettera pas les communes et les locataires par des augmentations de loyer. L'État récupère les parcs HLM.

La taxe professionnelle:

Elle disparaîtra intégralement car elle représente un racket pour les entrepreneurs, les commerçants et les artisans, c'est la taxe la plus injuste qui puisse exister pour des travailleurs indépendants. L'État comblera les manques des communes sur le plan financier. Et les élus seront invités à faire des économies. Les dépenses doivent couvrir en priorité les personnes les plus faibles et les plus démunies et non pas financer des associations ou des artistes.

Contrôle de l'État:

L'État dans tous les cas veillera à ce que les communes ne soient jamais en faillite en versant de l'argent à celles-ci pour financer des travaux utiles à la collectivité et à l'intérêt général. L'État en faisant ainsi, évitera aux communes des dépenses somptuaires aux frais du contribuable. Ce sera un contrôle financier pointu. Cependant, si une commune est financièrement mal gérée au point de faire faillite, celle-ci finira sous la tutelle de la préfecture, donc de l'État.

L'État veillera à la prospérité de toutes les communes en difficultés, mais cependant les mettra sous tutelle de la préfecture du département dont elles dépendent en cas de défaillance grave et de mauvaise gestion évidente.

L'État veillera à la prospérité de tous les citoyens dont le fruit de leur travail sera protégé.

Le but est de permettre à tous les travailleurs quels qu'ils soient de pouvoir s'enrichir raisonnablement et d'accumuler des biens matériels sans avoir peur qu'un groupement d'individus malveillant vienne les dépouiller par la suite.

La protection sera totale.



Les communes



Contrairement aux apparences, les communes les plus riches ne seront pas pénalisées. Au contraire. Le système qui sera mis en place dans un premier temps laissera les communes riches avec des revenus qui seront constants et identiques comme avant, **avec un plus dans le futur**: leur trésorerie va augmenter toute seule.

Les communes les plus pauvres vont en revanche connaître un enrichissement soudain et progressif, en particulier en zone rurale où il existe il faut le reconnaître, une misère incroyable que nous allons faire disparaître intégralement.

Ce nouveau système va permettre en fait à toutes les communes des plus riches aux plus pauvres de s'enrichir progressivement, il en sera de même pour tous les citoyens, et miracle suprême tout le monde va constater que sur tout le territoire français, l'argent circulera à flots partout sans entraves.

Charges sociales des entreprises



Elles sont par définition criminelles et empêchent la libre entreprise en étouffant l'initiative et le développement. Ces charges, si inutilement élevées, empêchent aussi le recrutement du personnel et encourage le travail au noir donc à une mise en danger future pour les salariés quand ils iront à la retraite. Pour toutes ces raisons, les charges sociales seront considérablement diminuées afin de renforcer la sécurité **de tout le monde**:

- L'entreprise
- Le dirigeant d'entreprise
- Le salarié
- Le retraité actuel ou futur

Présentement, nous pouvons affirmer que si le travail au noir existe, que c'est bien à cause de l'État qui n'a jamais cessé de ponctionner les entreprises, jusqu'à provoquer leur faillite cela non pas au profit des salariés, des jeunes et des retraités, mais à celui des banquiers et autres systèmes opaques d'investissements ou autres liquidateurs judiciaires.

Mais nous avons aussi constaté qu'une entreprise ramène plus d'argent à ces groupes lorsqu'elle fait faillite que quand elle dure dans le temps.

En fait, tout le système est conçu pour empêcher la pérennité des entreprises.

Donc, les charges sociales seront très sérieusement diminuées, ceci afin de réintroduire de l'argent dans l'économie et permette aux entreprises de favoriser la recherche et le développement, le recrutement de personnel et augmenter les salaires des travailleurs.

Mais dans un soucis d'équité, et avec les immenses richesses que la France et les français ont créés, l'État sera capable de donner une retraite décente aux retraités. Nous pouvons envisager le montant à 2000 euros net mensuel pour les retraites les plus basses. Il ne s'agit pas là de démagogie, bien au contraire, mais d'une réalité concrète qui sera matérialisée.

Nous avons aussi décidé de donner la retraite à taux plein à celles et ceux qui n'ont pas eu la chance de pouvoir cotiser durant 40 ans. Les diverses vraies fausses crises des années 90 ont sérieusement ébranlées les vies de nombreux travailleurs. Ils ne seront pas pénalisés. Tout est prévu.



Les entreprises et l'État



Pourquoi faire payer aux entreprises des impôts exorbitants en plus des charges sociales?

Parce que la classe politique droite-gauche aime se goinfrer d'argent et que cela fait vivre tout un ensemble de parasites de la société considérés comme les fossoyeurs du monde du travail. Parmi les fossoyeurs on y trouve:

- Des juges
- Des procureurs
- Des préfets de département et de région
- Des policiers corrompus
- Des huissiers
- Des avocats
- Des liquidateurs judiciaires
- Des banques et des banquiers
- Et bien d'autres parasites du monde du travail

Et enfin au sommet de la chaîne alimentaire, on y trouve les politiciens droite-gauche avec les gouvernements successifs qui ont tous par malhonnêteté, cautionné tout cela en empêchant des travailleurs indépendants et honnêtes de travailler normalement et de fidéliser leur clientèle.

La Semasep épinglée par la chambre des comptes



Quand des élus veulent faire du business alors qu'ils n'en ont pas les compétences...

Certains disent même que la préfecture de Créteil serait un nid d'espions composé d' OPJ (Officier de Police Judiciaire). Des amateurs dont on voit les ficèles quand ils opèrent.

C'est un drame épouvantable dans le département du Val de Marne qui illustre bien hélas ce qui se passe quand des entrepreneurs parasites tentent de se lancer dans la libre entreprise pour financer des choses plus ou moins louables, du moins en apparence. Un drame pour des commerçants qui ont été soit dévalisés par la **Semasep: Société d'Economie Mixte d'Aménagement Et de construction du Sud Parisien**, soit par des élus et autres corrompus de la justice qui ont autorisés certaines choses.

Il s'agit d'une société en gros très mal gérée par des villes communistes avec un montage financier plus ou moins compliqué ayant aboutit à des comptabilités douteuses avec des choses assez opaques, bref, la **Semasep** a frôlé la faillite et à survécu avec **13 millions de francs**, c'est-à-dire avec l'argent du contribuable, et non avec leur propre argent. Preuve qu'il y a du gaspillage de l'argent public dans

les communes et les départements.

Bref l'affaire est compliquée, la cour des comptes s'en est mêlée, l'ex préfet de Créteil Francis Idrac est intervenu, des problèmes d'arnaques avec la Caisse des Dépôts et Consignations ont été mises à jour, bref, tous ces gens là, ces élus et certains cadres de la préfecture de Créteil devraient être en prison normalement.

Ce document illustre bien que la corruption est présente hélas partout et que les politiciens, doivent rester des politiciens et ne surtout pas se lancer dans des activités commerciales de cette envergure.

[Consultez ici les liens du parisien.](#)

[SEMASEP 1](#)

[SEMASEP 2](#)



Le scandale de la Semasep



Pour éviter des scandales financiers style **Semasep**, l'État devra assurer le plein emploi pour tous en France et privilégier les entrepreneurs honnêtes, afin d'empêcher des politiciens locaux, régionaux et autres de créer des entreprises inutiles style **Semasep** qui gaspillent l'argent du contribuable.

Ce genre de scandale financier ne doit plus jamais exister. Pour créer de l'emploi légal et honnête, il faut supprimer les intermédiaires parasites de la politique qui sont prêts à inventer n'importe quoi pour justifier leur présence de politicien et faire croire qu'ils sont utiles alors qu'ils sont les premiers fossoyeurs de l'emploi.

Pour empêcher de tels scandales politiques, les banques doivent obligatoirement financer les entreprises et la consommation des ménages et non pas blanchir la monnaie de singe de la bourse, des actionnaires et des financiers sur le dos des travailleurs par des augmentations du gaz, de l'électricité, de l'essence, de la nourriture, des loyers, etc...

La nationalisation de certaines banques et l'abrogation de certaines lois autorisant des banques dites normales de faire de la spéculation boursière doivent être abrogées. D'ailleurs, s'agit-il de lois ou de décrets? S'il s'agit de décret, alors ceux-ci n'ont aucune valeur dites constitutionnelle.

Suppression de la redevance audiovisuelle



Celle-ci sera intégralement supprimée. En effet, les français qui ont la télévision se plaignent d' émissions consternantes et navrantes. Même choses pour les émissions radiophoniques.

De plus la redevance audiovisuelle est injuste car elle est appliquée même à ceux qui ne regardent pas la télévision.

Nous estimons que le service public audiovisuel peut en grande partie se financer par la publicité. Nous estimons encore que nous devons agir en concertation avec les salariés, les directions de chaînes de télévision publiques et stations de radio publiques qui certainement mieux que quiconque savent ce qui leur manque exactement et avec précision. Nous les écouterons et agirons au mieux avec eux. Sans aucun doute faudra t-il créer de nouvelles régies publicitaires qui servent à favoriser la libre circulation des flux financiers de façon légales. Si tel est le cas, il en sera fait ainsi.

Les chaînes de télévision et les stations de radio étant des entreprises, leurs charges sociales seront elles aussi diminuées, ce qui au niveau salaires et créativité devrait apporter une trésorerie satisfaisante pour tout le monde.

Audiovisuel



Une fois que la redevance audiovisuelle aura disparu, et en attendant que les divers services publics se dotent enfin des diverses régies publicitaires de leurs rêves, l'État veillera bien entendu au bon fonctionnement financier de tous les services et des salaires des personnels de radio et de télévision, **sans jamais interférer dans la grille des programmes.**

En effet, nous sommes dans un pays libre et démocratique et que ces dernières années, le service public audiovisuel ainsi que tous le personnel a assez souffert comme cela financièrement et moralement ainsi que **d'un manque de liberté d'expression qui est une oppression aussi réelle et palpable que n'importe quelle autre.**

Nous estimons aussi que ce sont les auditeurs qui décident, et partant de ce constat, le service public aura plus de choix et de liberté que jamais pour fournir des programmes répondant au désir des auditeurs sans jamais oublier le côté culturel qui est indispensable à tout service public.

Nous estimons qu'à partir de ces nouvelles décisions que le meilleur pour tout le monde est à venir.

Amélioration de la gestion de la collecte des impôts



100% ou presque des soucis des affaires de l'État proviennent d'une incapacité de celui-ci de gérer correctement l'argent collecté **alors que des solutions très simples existent depuis la nuit des temps pour que les caisses soient toujours pleines et continuent de se remplir sans augmenter les impôts.**

Le procédé est simple, il suffit de prélever 10% partout et de ne pas y toucher et c'est ainsi que l'on fait monter une cagnotte très intéressante, empêchant l'État de faire faillite.

L'État doit faire face à des dépenses obligatoires sans pour autant les faire de façon somptuaire. Une réduction du train de vie de l'Élysée et de tous les ministères est un impératif et l'arrêt de certaines pratiques qu'il serait trop long à énumérer est indispensable.

De la sobriété:

L'Élysée et Matignon ne sont pas des lupanars mais des lieux sérieux et par définition très discrets.

L'État doit dépenser juste ce qu'il faut, ni trop peu, ni en excès. Recherche constante de l'équilibre.

L'État doit récupérer des biens de façon légale, sans voler qui que ce soit. Les biens sont les richesses patrimoniales de toute la nation.

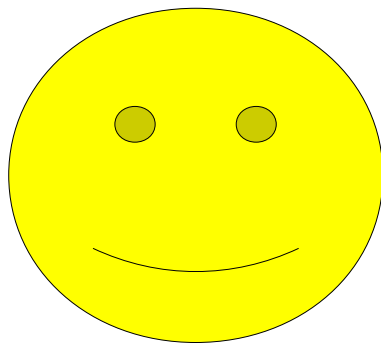
Recapitalisation:

L'État doit accumuler une quantité d'or de façon illimitée. Un État qui n'a pas d'or est un État instable économiquement.

Quand un État est instable économiquement, il le devient militairement et cherchera querelle à tout le monde. Ce qui constitue une excellente raison d'enrichir convenablement l'État afin que ses richesses débordent au profit des français qui connaîtront une réelle sécurité de l'emploi, qu'il s'agisse du public comme du privé.



CSG et CRDS



CSG: Contribution Sociale Généralisée

CRDS: Contribution Remboursement Dette Sociale

La contribution sociale généralisée et la contribution au remboursement de la dette sociale sont deux inventions, deux impôts qui ne servent à rien du tout. Ils constituent dans les faits une mascarade grotesque.

Leurs suppressions est une évidence flagrante pour libérer la croissance et la consommation de façon naturelle sans forcer.

La **CSG** et la **CRDS** sont des prélèvements ridicules, pervers qui, depuis leur existence, n'ont jamais permis de résorber cette bêtise de déficit de la sécurité sociale.

Aussi, sa suppression est confirmée.



La toute puissance financière de la France



Toutes les finances et toutes les richesses financières de la France vont reposer sur l'or. C'est la raison pour laquelle la France va stocker de façon infini de l'or afin de faire face à n'importe quelle crise financière, peu importe son ampleur, laquelle d'ailleurs ne la touchera pas.

Rien ni qui que ce soit ne pourra déstabiliser notre économie grâce à l'or et à la valeur totale et absolue du travail qui est génératrice de richesses.

La France sera économiquement toute puissante, n'aura besoin de personne et restera forte et vaillante.

Ce ne sont plus les banquiers qui contrôlent notre argent, mais nous les français.

Révolution économique

La monnaie en circulation en France sera toujours adossée à l'or, le métal le plus parfait du monde, ainsi qu'aux valeurs industrielles et au parc immobilier. Il n'y aura jamais plus de billets en circulation qu'il y aura d'or dans les coffres (ou valeurs industrielles et immobilières). **Sauf cas exceptionnel.**

Une suprématie tous azimuts de la richesse par le travail est imposée. Les abus des marchés boursiers vont cesser en France grâce à une réorientation d'un mode de penser des français tout d'abord, **puis d'actions concrètes dans l'ici et le maintenant ensuite**, pour abolir définitivement ce racket économique de la part des financiers qui consiste à **blanchir de l'argent virtuel avec l'argent réel des**

travailleurs. C'est ainsi que se passe les choses.

La toute puissance financière de l'État devra se traduire par une indépendance et un contrôle total de la monnaie à des fins d'intérêt général.

Il sera nécessaire de nationaliser les banques les plus importantes afin de supprimer les abus les plus flagrants des banquiers qui font n'importe quoi avec notre argent.

Le rôle d'une banque est de prêter de l'argent aux entreprises afin qu'elles puissent créer de l'emploi, générer de la richesse pour ensuite rembourser la banque.

De même toujours, que le rôle d'une banque est de permettre aux travailleurs salariés et non salariés d'accéder au crédit pour se procurer maisons et propriétés diverses: voitures, avion de tourisme, bateau de plaisance, ainsi que le mobilier et tout l'électroménager sans oublier les ordinateurs et autres instruments de communication mobiles de poche qui simplifient et améliorent considérablement la vie au quotidien.

Le secteur bancaire

En ce qui concerne les banques, celles-ci détiennent trop d'informations sur les citoyens et nous allons en toute simplicité diminuer leur puissance sur le contrôle des gens dans un premier temps puis supprimer ce contrôle par la suite.

Nous veillerons à ce que les banques cessent de collecter des informations sensibles sur nos vies privées: sources de déboires et d'exclusions et sans doute pire encore. Les sanctions seront la prison ferme pour les contrevenants.

Nous avons constaté un contrôle de plus en plus malsain de notre économie par les banques souvent en contact étroit avec des liquidateurs judiciaires et des dérives graves par copinage que cela engendre: vol de magasins, de stocks, ruine de la vie privée, perte de la réputation des commerçants honnêtes et travailleurs etc...

La France rejette les marchés boursiers et leurs abus qui ne sont pas le reflet de la véritable économie basée intégralement sur le travail, car à la place nous

avons un très vaste système d'associations de malfaiteurs destinés à faire en sorte que des parasites de la société puisse vivre sur le dos des travailleurs.

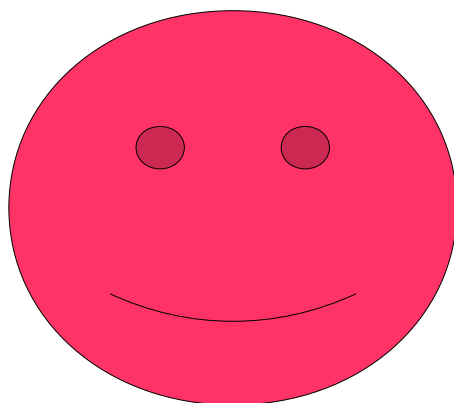
La législation bancaire sera très sérieusement révisée pour ramener le bon ordre dans l'économie réelle basée sur le travail.

L'économie réelle est prise en otage par des financiers qui en réalité ponctionnent l'argent des travailleurs. Un système qui n'a rien d'équitable et qui se trouve être particulièrement barbare.



MEDIAS

Télévision, radio, presse écrite



Les médias ont l'obligation de ne pas s'introduire dans la vie privée des gens, connus ou inconnus et de ne s'arrêter qu'aux faits utiles.

Pour le reste, la presse reste totalement libre de faire son travail sans contraintes et sans pressions de la police et des juges.

La presse honnête est le quatrième pouvoir et représente une force pour la démocratie.

Si la presse est plus performante que la police et la justice, c'est que ces deux institutions ne font pas correctement leur travail et qu'il y a de l'incompétence. Et de la dictature politique.

Nous sommes conscient aussi qu'une authentique presse libre ne doit pas appartenir à des groupes financiers oppresseurs. Et c'est là que réside l'une des premières entraves à la liberté d'informer et de s'exprimer.

L'idéal serait que les journalistes créent leur propre journal et magazine sur internet puis se réapproprient le tirage papier pour une réelle liberté de la presse et aussi cela est évident: des salaires.

Nous leur souhaitons d'avance bonne chance pour cette nouvelle aventure palpitante et pleine d'espoir et leur garantissons que l'État ne sera jamais une entrave à la liberté de la presse, de la recherche et de l'investigation louable et à l'exercice de ce noble métier.

Avec une pensée particulière pour les grands reporters qui risquent leur vie et leur liberté au quotidien.

VILLES LOGEMENTS TRANSPORTS

Logement habitat



Pour mettre un terme définitif aux douloureux problème des SDF et aux mal logés nous avons trois priorités:

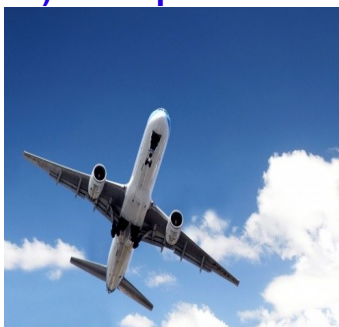
-1) Constructions de nouveaux logements



-2) Plein emploi



-3) Transports en commun très largement améliorés



Constructions de nouveaux logements



Des immeubles de très grande hauteur de 80 à 100 étages avec accès à la propriété sans embrouilles seront construits pour les français aux abords de certaines capitales françaises, le but étant de faire face aux problèmes de logements actuels et futurs.

L'anticipation est la meilleure arme pour lutter efficacement contre les problèmes de logements, sans oublier le plein emploi.

Il ne s'agira pas de cités dortoirs, mais de quartiers vivants jusque tard le soir afin de favoriser autant que possible la sécurité des biens et des personnes. En effet, plus il y a de monde dans les rues même tard le soir en hiver, plus vous augmentez la sécurité de tous. En effet, les activités commerciales sont sources de sécurité car elles engendrent la lumière et la vie. Le crime a besoin de pénombre et de lieux peu fréquentés pour exister et prendre de la puissance. Augmentez la lumière et les activités professionnelles et vous mettez un terme au crime. Ou tout du moins, vous le réduisez à niveau quasi insignifiant.

Plein emploi



Toute densification de population entraîne nécessairement une densification commerciale et le recrutement de forces de l'ordre police et gendarmerie pour faire face à l'essor et à l'expansion économique présente et futur. Nous devons rattraper notre retard en la matière afin de faire de la France une puissance économique viable et invincible.

Redessiner les villes en particulier les villes à l'urbanisme minable datant des années 1960 et dépourvu d'activités commerciales pure. Ce qui engendre cités dortoirs et crimes.

Redensification commerciale intensive des zones urbaines pour la circulation massive des richesses financières vers tous les citoyens quels qu'ils soient. Développement d'entreprises, de micro entreprises au développement rapide engendrant de l'emploi local légal pour tout le monde avec salaires plus que convenable.

Désenclavement obligatoire des cités dortoirs dangereuses:

Découpage en quatre, deux boulevards qui traversent les grandes cités en se croisant, laissant libre court à la circulation automobile et donc des forces de l'ordre faisant chuter les principales nuisances d'occupation des halls d'immeubles. En ajoutant à cela le plein emploi pour tous, nous limitons très considérablement les interpellations et les incarcérations et favorisons l'intégration de tout le monde dans le tissu économique légal.

Transports



Cela fera l'objet au fil des pages, d'explications plus détaillées sur la nécessité d'avoir des transports de qualité, **ultra rapides et innovants.**

Nous ne chassons pas les pauvres, nous les incluons au contraire dans ces nouveaux schémas de la ville nouvelle. En terme clair, les pauvres, les chômeurs et les SDF trouveront un emploi adapté à leur désirs profonds et à leur formation, ils passeront immédiatement dans la catégorie des classes moyennes que nous sommes en train de remettre en place, en espérant que le choc psychologique ne soit pas trop brutal pour eux.

